



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
PROVENCE-ALPES-  
CÔTE D'AZUR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires et de la Mer 13  
Direction Régionale de l'Environnement  
de l'Aménagement et du Logement**

**Service/Bureau**

Affaire suivie par :

Tél:

[prenom.nom@bouches-du-rhone.gouv.fr](mailto:prenom.nom@bouches-du-rhone.gouv.fr)

Marseille, le 05 AOUT 2020

**le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte  
d'Azur,  
Préfet des Bouches-du-Rhône**

à

Madame la Présidente de la Métropole  
Aix-Marseille-Provence

Objet : Avis de l'État relatif au projet de Plan Climat Air Énergie Territorial Métropolitain (PCAET)

P.J : Analyse détaillée des services de l'État sur le projet de PCAET et avis de L'Agence Régionale de Santé

Par délibération du 26 septembre 2019, le Conseil métropolitain a arrêté le projet de plan climat-air-énergie territorial de la métropole Aix-Marseille-Provence pour la période 2020-2026. Ce projet a été transmis aux services de l'État, le 10 mars 2020. Le présent courrier constitue l'avis de l'État en application de la procédure fixée par le décret n° 2016-849 du 28 juin relatif au plan climat-air-énergie territorial. Vous trouverez, ci-joint, l'analyse détaillée de votre projet.

Ce document couvre un grand nombre de politiques métropolitaines et doit orienter leurs évolutions. Par ailleurs, il positionne la Métropole dans son rôle de coordinatrice de la transition énergétique pour tous les secteurs d'activités (transport, énergie, industrie, BTP...).

Je constate la forte ambition qui vise, par une stratégie progressive, à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Elle rejoint en cela l'objectif national et régional. Je tiens également à souligner la large association des acteurs à son élaboration et le foisonnement des productions réalisées par vos services et organismes associés.

Cependant, après examen attentif de l'ensemble des pièces constitutives du PCAET, votre projet me semble devoir être approfondi.

Formellement plusieurs éléments obligatoires sont absents. Vous en trouverez la liste dans l'analyse détaillée en annexe. Le diagnostic et la stratégie doivent être actualisés pour prendre en compte les dernières dispositions législatives. La loi Énergie Climat du 8 novembre 2019 prescrit un objectif de division par six des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050. Votre objectif, conforme à la précédente loi, est basé sur le facteur 4. La Loi d'orientation sur les Mobilités du 24 décembre 2019 a rendu obligatoire, au sein du PCAET, la mise en place d'un plan d'actions spécifique à la qualité de l'air avant le 1er janvier 2021.

Ce document est d'autant plus important dans le contexte de contentieux communautaire contre la France, ayant donné lieu le 24 octobre 2019 à un arrêt de la Cour de justice de l'Union Européenne.

Il est nécessaire de revoir les objectifs de réduction de la pollution atmosphérique de manière à ce qu'ils soient conformes à ceux du Plan National de Réduction des Émissions de Polluants Atmosphériques et à ceux du SRADDET.

Plusieurs incohérences subsistent entre les différentes parties du document (y compris sur les budgets affichés) qu'il convient de corriger pour faciliter la compréhension globale.

Concernant l'opérationnalité de votre document, je note d'une part, une faible territorialisation des orientations et d'autre part, l'absence de déclinaison des objectifs de production des énergies renouvelables. Vous avez choisi de renvoyer cette déclinaison à un schéma directeur des énergies-réseaux et production qui reste à établir. Ce renvoi ne permet pas au PCAET d'être complet au sens de la loi.

Par ailleurs, 80 % des actions consistent en la réalisation de prestations intellectuelles (études, outils, animation, sensibilisation...) ce qui interpelle sur l'adéquation entre les objectifs affichés et le contenu du programme d'actions.

Enfin il me semblerait souhaitable que le document explicite mieux la manière dont il va être décliné dans le plan local d'urbanisme et le plan de déplacements urbains, car ces derniers devront désormais être « compatibles » avec le PCAET et non plus seulement « prendre en compte » -(ordonnance du 17 juin 2020 relative à la modernisation des SCoT, applicable à partir du 1<sup>er</sup> juin 2021 et loi d'orientation sur les mobilités du 24 décembre 2019 applicables à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021).

De manière concrète, plusieurs points m'interpellent :

La stratégie du PCAET repose sur une hypothèse de croissance démographique de 0,4 % par an, différente du projet métropolitain voté en 2018 qui prévoit une croissance démographique de 0,8 % par an à l'horizon 2040. Cet écart démontre un défaut de cohérence entre ces deux stratégies métropolitaines qui pour le PCAET présente une incidence notable sur la modélisation de la consommation d'espace et de la séquestration carbone.


Les voies et moyens permettant d'augmenter par neuf la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique 2030 ne sont pas décrites. Cette remarque vaut également pour l'objectif d'atteindre 100 % de consommation énergétique couverte par les énergies renouvelables locales d'ici 2050.

Dans le domaine des transports, vous fixez un objectif de diminution de 52 % de la consommation énergétique de ce secteur. Parallèlement, le PDU prévoit une augmentation du trafic poids lourds de 30,5 %. Pour atteindre cette forte ambition, votre stratégie semble principalement reposer sur l'amélioration technologique du parc roulant. Cela semble peu réaliste. Le document gagnerait à présenter plus en détail les mesures nécessaires pour atteindre un tel objectif de diminution des consommations.

En matière de rénovation énergétique du parc de logements, je relève une contradiction interne entre le scénario retenu (rénovation de 28 000 logements par an à l'horizon 2025 et de 32 000 par an à l'horizon 2030 - étude BG annexée), une stratégie qui ne fixe aucun objectif et l'action 45 qui vise 16 682 logements à rénover par an. Moins de 2000 logements sont actuellement rénovés par an, je souhaiterais que le document explicite la manière dont l'action 45 sera réalisée.

En conséquence, ce document nécessite des modifications et compléments. Il me paraît indispensable de le rendre conforme à la loi en particulier sur les objectifs de réduction de gaz à effet de serre et de pollution de l'air.

Mes services restent à votre disposition pour tout complément d'information et pour vous accompagner dans la prise en compte des observations détaillées dans les documents ci-joints.

 Le Préfet  
**Pierre DARTOUT**